

À propos des annonces anti-roms et anti-gens du voyage

Entre 2004 et 2007, l'actuel Président de la République, alors président du Conseil général des Hauts-de-Seine, n'a jamais réuni la commission départementale pour l'accueil des gens du voyage. On a les illégalités qu'on peut. Aujourd'hui, à la suite d'un fait divers tragique, le locataire de l'Élysée lance une grande campagne de dénigrement et d'incitation à la haine raciale contre les gens du voyage, citoyens français, et les migrants roms, citoyens européens pour la plupart. Hommes à la mémoire courte, le locataire et ses ministres semblent tout mélanger, ne rien savoir de la réalité du terrain et reprennent les thématiques usées des années 30 – la minorité asociale et délinquante, l'enfermement dans la gesticulation policière qui se substitue à toute autre action publique.

Aujourd'hui, sur le terrain, dans l'agglomération nantaise, trois exemples

À Bouguenais, derrière un mur anti-bruit de la voie rapide, au fond d'une voie sans issue, un petit terrain en friche, propriété du Conseil général, une quarantaine d'habitants roms en très grande précarité, caravanes délabrées, rareté des véhicules, pas de travail. L'eau a été coupée aux abords du terrain, l'expulsion est en cours (la quatrième en quelques mois), malgré la présence de nombreux enfants, dont un bébé prématuré qui sort de plusieurs mois en service de néonatalogie au CHU. Les habitants réagissent aux annonces Sarkozy et ne comprennent pas ce qu'on leur reproche, tant ils sont discrets. Le père de la petite fille prématurée est en colère, il explique que s'il est expulsé en Roumanie, la petite fille ne sera plus prise en charge médicalement. Bizarrement, les habitants ont eu droit à des poubelles bleues (les poubelles normales), alors que dans d'autres communes, on leur refuse ces poubelles parce que ce serait leur reconnaître une adresse.

À Saint-Herblain, en moins de six mois, les familles roms en sont à leur troisième expulsion, à un rythme de plus en plus rapproché et chaotique. Un certain nombre d'habitants roms n'ont plus accès, ni à l'eau potable, ni à l'électricité, le suivi de santé des personnes malades et des très jeunes enfants devient incertain. Un branchement sauvage d'électricité, c'est une journée de garde à vue et une convocation au tribunal pour vol d'électricité publique. Toutefois, on ne leur permettra pas de solliciter un compteur d'eau ou d'électricité. Les caravanes, malgré les nombreux bricolages, ne sont plus en état de rouler et les terrains sont de plus en plus excentrés et éloignés des lieux de scolarisation des enfants. La police menace et expulse au titre de la loi sur l'accueil des gens du voyage - Saint-Herblain possède deux aires d'accueil -, mais on leur interdit l'accès à ces terrains réservés aux citoyens français titulaires d'un titre de circulation « gens du voyage ».

À Vertou, enfin, on délivre déjà, depuis ce printemps, des OQTF - obligation de quitter le territoire français - en écho aux préoccupations élyséennes. Cette « mesure d'éloignement », décidée par le Préfet, est un renvoi direct en Roumanie, motivée par la partie européenne du « code d'entrée et de séjour des étrangers et du droit d'asile ». Objet juridique à fonction statistique et médiatique, l'OQTF est l'outil de mesure du travail des ministres Hortefeux et Besson : ils ont déjà fait des citoyens roumains le premier contingent des 30 000 expulsions annuelles. Curieuse philosophie européenne.

Ce que veut dire le mot « ségrégation » en France et en Europe et comment des ministres de la République peuvent devenir les porte-parole des mouvements d'extrême-droite anti-rom ...

Tony Gatlif, le grand cinéaste du monde rom et nomade, rappelait récemment - lui qui voyage beaucoup en Europe pour présenter ses films - que le « climat » français était privilégié : une politique apaisée accompagnée de lois positives, comme celles sur les aires d'accueil des villes de plus de 5000

habitants, une rareté en Europe. Ce « climat » pacifié pourrait être un point d'appui original, un environnement social et culturel favorable pour l'inclusion des populations roms – quelque chose comme un « modèle » à « exporter ». Toute cette dynamique semble aujourd'hui anéantie, la société française régresse, pour ses propres citoyens, comme pour ses migrants : un mauvais exemple européen de ce qu'il ne faut pas faire. Le premier effet des menaces présidentielles, c'est de valider et de renforcer le discours et les pratiques extrémistes anti-roms en Roumanie, et en Europe orientale en général, et de nier la réalité de la ségrégation bien réelle dans ces pays : ghettos urbains ou villageois, écoles bas de gamme, « quartiers spéciaux » dans les hôpitaux, espérance de vie fortement réduite, dissimulation nécessaire de son origine rom pour accéder à un emploi, chômage de masse.

Devant cette dérive raciste et la menace réelle d'un nouvel activisme sarkoziste incongru contre des migrants européens en grande précarité, nous demandons aux élus de Nantes Métropole de clarifier leur position ...

Que pensent les collectivités des discours et des mesures annoncées à Paris ?

Quand aura lieu la table-ronde de tous les acteurs concernés dans l'agglomération ?

Peut-on imaginer, depuis la métropole nantaise, un monde sans flux migratoires ?

L'attractivité de Nantes Métropole, n'est-ce pas aussi développer une culture ouverte aux autres, une culture européenne et mondiale ?

Les savoirs-faire des collectivités, n'est-ce pas la capacité à travailler l'accueil de toutes les populations, y compris les populations précaires, et à acquérir une nouvelle expertise en matière de développement local ?

Dans l'attente de toutes ces réponses, dans l'attente de l'urgente table-ronde, nous demandons la suspension de toutes les expulsions en cours ou prévues, tant que n'aura pas été engagée une nouvelle politique d'insertion dans l'agglomération nantaise - appuyée sur la politique d'inclusion de l'Union Européenne.

À cet égard, conformément aux valeurs de la société française et à ses engagements internationaux, c'est à la préparation d'une rentrée scolaire normale des enfants roms nantais, que les collectivités devraient travailler.

Coopérer, s'informer, clarifier ...

Coopération ne signifie pas utiliser des bulldozers pour détruire des campements et blâmer publiquement la Roumanie, mais dépenser de l'argent pour la réinsertion sociale également dans les pays d'accueil, a réagi le ministre roumain de la justice, en réponse aux annonces de Brice Hortefeux mercredi. [...] Les autorités roumaines se sont déclarées "prêtes à coopérer" jeudi 29 juillet avec la France pour résoudre les problèmes liés aux Roms, tout en demandant des "clarifications" sur les mesures envisagées par Paris. [journal Le Monde, 29 juillet 2010]

Dans le même ordre d'idées, le collectif RomEurope de l'agglomération nantaise demande que, localement, l'ensemble des acteurs clarifient leurs positions concernant l'insertion des habitants roms nantais, et plus généralement l'inclusion des Roms dans l'Union Européenne, sans attendre qu'un Président de la République à la dérive n'impose son calendrier policier à l'ensemble de la société.

Nous vous informons par ailleurs de l'ouverture du site web du collectif RomEurope Nantes

<http://collectifromeuropenantes.wordpress.com>

Vous y trouverez une information indépendante et l'ensemble des documents que nous avons produits ou collectés, et vous invitons à en diffuser l'adresse internet.

Restant à votre disposition pour des échanges complémentaires, merci.

Le collectif RomEurope de l'agglomération nantaise

romeurope.nantes@gmail.com